

S E C O N D E L E T T R E

D' U N

34-3-D-13

R E L I G I E U X

A S O N

S U P É R I E U R - G É N É R A L ,

*sur la nécessité d'une Réforme
dans les Constitutions des Ordres
Religieux , & sur la maniere
canonique d'y procéder.*



Qui regulæ vivit, Deo vivit.

Ex lib. de Imit. Chr.



M. DCC. LXVII.

34. 3. D. 13



SECONDE LETTRE

D'UN

RELIGIEUX

A SON

SUPÉRIEUR-GÉNÉRAL,

*sur la nécessité d'une réforme
dans les Constitutions des Or-
dres Religieux , & sur la ma-
niere canonique d'y procéder.*

JE réponds , Mon Révérend Pere ,
au second article de votre Lettre ;
vous êtes alarmé de l'ordre signifié
à tous les Corps Religieux de rédiger
leurs Constitutions ; vous ne
voyez point à quoi cette rédaction
peut être utile ; vous regardez , au

A ij

contraire , l'ordre qui l'exige comme une atteinte portée à nos droits & à ceux du Saint Siege , ou du-moins comme un piege que l'homme ennemi tend à notre simplicité.

Permettez - moi d'abord de vous faire observer que ce n'est pas la première fois que nos Rois ont porté leurs regards sur les obligations des Religieux , & que leur sagesse s'est occupée d'un objet aussi important pour l'Etat que pour l'Eglise même : Charlemagne (a) exigeoit des Abbés qu'ils lui fissent connoître la manière dont ils devoient vivre , afin qu'il sût le bien qu'il pouvoit exiger d'eux , & le mal qu'il étoit tenu d'empêcher. Il (b) recommandoit aux Evêques dans une Assemblée Natio-

(a) Quærendum est ab Abbatibus ut nobis patefaciant de conversatione suâ qualiter vivere debeant , ut cognoscere valeamus quod bonum ab illis petere , & quod malum refrænare debeamus. *Ex II. Capit. ann. 811.*

(b) Providendum necesse est qualiter Canonici necnon & Monachi vivere debeant, ut secundum Ordinem Canonicum & regularem vivere studeant. *Ex Capit. ann. 813.*

CONSTITUTIONS.

5

rale , de déterminer le genre de vie que les Moines & les Chanoines devoient suivre , afin que , ce genre de vie une fois connu & déterminé , les uns & les autres pussent s'y conformer avec une entière fidélité : il (a) ordonnoit , enfin , à ses Envoyés d'examiner si les Moines entendoient leur regle , & s'ils avoient une connoissance bien exacte de tous les points qu'elle renferme.

Son fils , Louis le Débonnaire , donna les mêmes ordres , & s'occupa des mêmes soins ; & lorsqu'il (b) de-

(a) De Abbatibus utrum secundum regulam vivant , & si regulam bene intelligant. *Ex II. Capit. ann. 802.*

Abbates regulam pleniter legant ; & intelligentes , cum suis Monachis implere studeant. *Ex Capit. Aquisgran. can. 1.*

(b) Quidquid in Monasteriis extra Ordinem est , cupio scire , & sic emendare desidero , ut neque vos , neque populus iram Divinæ indignationis incurrat. *Ex Capit. interrog. ad Episc. ann. 855.*

De Monasteriis , quia inspiratio Omnipotentis Dei cor vestri moderaminis incitavit ; ipsi gratias referimus. *Ex Rescript. Consult. Episc. ad interrog. præced.*

A iij

clara aux Evêques assemblés dans son Palais , qu'il souhaitoit être instruit des défordres des Monasteres pour les corriger , & détourner ainsi la colere divine de dessus leur tête & celle de son peuple , les Evêques lui répondirent qu'ils remercioient le Seigneur de lui avoir inspiré une si sainte résolution.

Ce même Empereur fit rédiger dans l'Assemblée d'Aix-la-Chapelle, tenue en 817, les observances qui devoient être pratiquées dans tous les Monasteres de son Empire , & je n'ai lu nulle part que les Religieux de ce temps-là aient réclamé contre une pareille entreprise ; je la vois au contraire renouvelée avec le même succès sous Charles le Chauve ; & vous pourrez , mon Pere , vous en convaincre , en jettant les yeux sur la vie de saint Benoît , Abbé d'Aniane : » L'état Monastique (a), dit

(a) Multa Monasteria erant quæ quondam regulariter fuerant instituta, sed paulatim tepescente rigore, regularis penè ordo deperierat; itaque, jubente Impera-

CONSTITUTIONS

7

l'ancien Historien de cet illustre Ré-
 formateur, » ayant perdu dans beau-
 » coup de maisons cet esprit de fer-
 » veur & de régularité, sans lequel
 » il ne sauroit subsister, l'Empereur
 » ordonna aux Chefs des Monasteres
 » de s'assembler avec un certain nom-
 » bre de leurs Religieux, pour con-
 » férer avec Benoît Abbé d'Aniane,
 » sur tout ce qui avoit rapport à leur
 » regle ; celui-ci l'ayant discutée
 » pendant plusieurs jours, & s'étant
 » attaché à éclaircir tout ce qu'elle
 » pouvoit renfermer d'obscur, dis-

tore, aggregatis Cœnobiorum Patribus,
 unà cum pluribus Monachis, Benedictus
 Abbas Anianensis per plures resedit dies....
 Omnibus Ergo simul positis, regulam ab
 integro discutiens, cunctis, obscura dilu-
 cidans, dubia patefecit, priscos errores
 abstulit, utiles consuetudines confirmavit.
 Judicia igitur regulæ cunctaque dubia ad
 proficuum deducta effectum assentientibus
 cunctis protulit, de quibus etiam Capitu-
 lare institutum Imperatori confirmandum
 præbuit, ut omnibus in Regno suo positis
 Monasteriis observare præciperet : cui pro-
 tinus Imperator assensum præbuit. *Ex vitâ
 S. Bened. Abb. Anian.*

A iv

» sifa les doutes que cette obscurité
» avoit fait naître , retrancha les
» anciens abus , conserva les coutu-
» mes louables ; & après avoir fait
» approuver par cette Assemblée de
» Religieux , la révision qu'il venoit
» de faire, il la présenta à l'Empereur,
» pour qu'il lui imprimât le sceau
» de son autorité ; & qu'il en procu-
» rât l'exécution dans tous les Mo-
» nasteres de l'Empire. «

Il y a donc dans notre Histoire des exemples propres à justifier la réforme qu'on se propose de faire dans les Constitutions des Ordres Religieux : mais quand l'antiquité Ecclésiastique ne nous offriroit rien de semblable, nos plaintes n'en seroient pas plus légitimes ; car , enfin , je vous le demande , mon Pere , où est le mal , où est l'inconvénient d'exiger que chaque Corps Religieux se rende compte à lui-même de ses Constitutions , qu'il en retranche tout ce qui pourroit s'y être glissé d'abusif & de défectueux , & qu'il y mette tout l'ordre , toute la clarté , tout l'accord que des loix sages doi-

CONSTITUTIONS. 9

vent avoir ? Nulle société ne prospère qu'en raison de la bonté de sa législation ; mais la première qualité d'une bonne législation , c'est de pouvoir être aisément connue de tous ceux qu'elle oblige ou qui sont intéressés à la maintenir : ce n'est donc pas chercher à nous nuire , que d'exiger une rédaction , dont le premier effet sera de rendre la connoissance des loix Monastiques plus facile , plus commune , plus à portée enfin des deux Puissances chargées de les protéger & d'y maintenir le bon ordre.

S'il n'y a rien à réformer dans nos Constitutions ; si leur bonté s'est soutenue contre le relâchement des siècles , la rédaction qu'on nous en demande , servira à rendre cette bonté plus sensible , & l'état Monastique plus cher à l'Eglise & au Souverain : mais si notre législation a subi le sort de toutes les législations humaines , si le temps & les passions l'ont altérée en plusieurs points , cette même rédaction fera connoître toute l'étendue du mal , & montrera à la

sageſſe les ruines qu'elle doit réparer.

Je ne ſoupçonne pas, mon Pere, que vous partagiez la foibleſſe de ces Religieux puſillanimes & peu inſtruits, qui regardent comme un malheur la trop grande publicité des loix Monastiques : loin de nous une maniere de penſer ſi peu raſſonnable, ſi contraire au véritable eſprit de l'Evangile, & qui nous confondroit avec ces ſociétés qui cherchent à s'envelopper des ombres du myſtere, pour dérober à l'œil ſévère des Magiſtrats, des principes dangereux ou des pratiques licencieuſes : la grande ſociété aura toujours le droit d'interroger les ſociétés particulières nées dans ſon ſein, & de ſe faire rendre compte de l'objet qu'elles ſe propoſent, & de la maniere dont elles ſe gouvernent. Tout ce qui a beſoin de la ſanction des loix, tout ce qui doit ſervir à l'édification du peuple fidèle, ne ſauroit être trop public, & dès que les regles Monastiques ne ſont que ce qu'elles doivent être, c'eſt-à-dire, la perfection évangélique miſe en

CONSTITUTIONS. II

pratique, en préceptes & en actions, rien ne peut nous faire souhaiter que la connoissance en soit renfermée dans l'intérieur du cloître.

Il me semble, au contraire, que tout bon Religieux devoit désirer que sa regle fût connue & publiée, pour ainsi dire, sur les toits, puisqu'on n'en peut répandre la connoissance, sans multiplier les freins qui le retiennent dans son devoir, & les barrières qu'il lui faudroit franchir pour s'en écarter : il me semble que tout corps Religieux devoit dire aux gens du monde, en leur présentant le recueil de ses Constitutions : Voilà la loi à laquelle nous avons juré d'être fideles ; daignez l'étudier & la comparer avec notre vie, & si vous vous appercevez que nous la violons en quelque point, montrez-vous assez amis de la religion & de vos freres, pour vous élever publiquement contre notre infidélité, & nous ramener au respect que nous devons à nos engagements, par la honte salutaire dont vous nous couvrirez.

Je n'ignore pas que quelques-uns d'entre nous ont osé dire que les Constitutions des Religieux étoient assez connues , sans qu'il fût besoin de les remettre sous les yeux de la Puissance Civile & Ecclésiastique : mais à qui persuaderont-ils cet étrange paradoxe , si ce n'est peut-être à ceux qui croiroient que le code Monastique se borne à quelques usages pieux & à quelques pratiques extérieures ? Pour vous , mon Pere , qui savez que nos Constitutions ont une bien plus grande étendue , qu'elles embrassent une multitude d'objets , dont la connoissance est réservée à un très-petit nombre de Religieux attentifs , ou qui ont vieilli dans les emplois ; qu'enfin , le Régime seul , dans chaque Ordre Monastique , demande pour être bien connu , l'étude la plus longue & souvent la plus grande sagacité ; pouriez-vous croire que l'Eglise & l'Etat soient suffisamment instruits de tout ce qui nous concerne ?

S'il étoit possible que vous eussiez adopté cette maniere de penser , je vous prierois de m'apprendre quel

CONSTITUTIONS. 13

est celui des Evêques ou des Magistrats , qui ait comparé jusqu'ici les regles primitives des Monasteres avec la pratique actuelle , ou qui se soit attaché à distinguer les usages qui choquent l'esprit de nos Constitutions , de ceux qui en sont une suite , & les changements introduits par le relâchement , de ceux que la nécessité a rendus légitimes ? Je vous demanderois s'ils ont approfondi l'article des peines , des dispenses , des exceptions & des privileges dont on fait usage dans les Communautés Religieuses ? S'ils ont examiné quelle portion d'autorité doivent avoir dans chaque Ordre , le Général , les Chapitres & les Supérieurs locaux ? En quoi les trois pouvoirs se balancent , & en quoi ils sont subordonnés les uns aux autres ? S'ils ont , enfin , des notions bien exactes sur tout ce qui concerne le temporel des Monasteres ? S'ils savent , par exemple , en quelles mains doivent être déposés les revenus ? Quel est l'œil qui doit veiller sur l'administration des biens , sur le placement des fonds , sur la

recette & sur la dépense ? Quelles sont, en un mot, les précautions qu'a prises la loi contre la négligence ou la cupidité des Supérieurs, contre la licence des emprunts, contre le luxe de la table & des bâtimens ? Convenons de bonne-foi, mon Pere, que toutes ces choses sont comme autant de mystères où l'œil de l'étranger n'a pu encore pénétrer ; & comme elles sont néanmoins de la plus grande importance, convenons encore que ce ne sera qu'après les avoir approfondies que les puissances Ecclésiastique & Civile seront censées suffisamment connoître un état, dont elles ont tant d'intérêt de prévenir la corruption & le dépérissement.

Je prévois votre réponse : On peut, me direz-vous, s'instruire de tout ce qui concerne les Ordres Religieux, par la lecture des ouvrages où leurs Constitutions sont renfermées : mais ce sont ces ouvrages mêmes qui déposent contre le code Monastique actuel, & qui établissent la nécessité d'en former un nouveau par la réforme générale des Constitutions

CONSTITUTIONS. 15

dont il est composé. Je ne vous demande, mon Pere, pour rendre la preuve de ce que j'avance, aussi solide & aussi complete que vous pouvez le souhaiter, que la permission de remonter jusqu'à l'origine des Constitutions Monastiques, de les suivre dans leur progrès & dans les différents changements qu'elles ont éprouvés, & de vous offrir un tableau fidele de l'état où elles sont aujourd'hui.

Les premiers Moines purement Hermites & Anachorettes, n'eurent point de regle proprement dite : chacun d'eux pratiquoit, suivant ses forces, & l'attrait particulier de la grace, les différents exercices de la pénitence chrétienne ; & quoiqu'ils tenissent tous au même but qui étoit l'accomplissement des conseils Evangéliques, ils ne suivoient pas toujours la même voie pour y parvenir.

Mais lorsqu'ils eurent renoncé à la liberté de la vie Hérémétique pour se rassembler dans des Monasteres, les observances particulieres durent

faire place aux observances communes : il fallut un chef à des solitaires réunis , & ce chef les ramena à l'unité de prières & d'occupations ; sa volonté fut d'abord leur unique règle : saint Augustin les représente écoutant avec attention & exécutant avec docilité les instructions & les préceptes que leurs Supérieurs leur donnoient de vive voix.

Cette forme de gouvernement ne convenoit qu'à des jours de ferveur & à une société naissante ; les progrès de l'état Monastique amenèrent la nécessité d'une législation , & la sagesse ne permit plus que le sort des Monasteres dépendît entièrement du plus ou moins de lumieres ou de piété de ceux qu'on avoit choisis pour les gouverner. On s'attacha donc à recueillir les maximes , les conseils , les ordonnances des premiers Abbés & des plus saints solitaires , & on en forma des regles à l'usage des maisons Religieuses. Quelques-unes de ces regles sont tombées dans l'oubli en même-temps que leurs Auteurs ; les autres furent rassem-

CONSTITUTIONS. 17

blées dans le neuvieme siecle par saint Benoît , Abbé d'Aniane ; & c'est à lui que nous devons les précieux monuments de l'antiquité Monastique.

• La plus célèbre , comme la plus sage de ces anciennes regles , fut celle de saint Benoît , Abbé du Mont-Cassin : ce grand homme vit le premier que l'extrême austerité des Moines d'Egypte & de Syrie , ne pouroit se soutenir chez les Moines d'Occident , & qu'il devoit y avoir presqu'autant de différence dans le gouvernement des uns & des autres qu'il y en avoit dans le climat qu'ils habitoient : il composa donc une regle accommodée aux besoins & au caractère des peuples au milieu desquels il étoit né ; & sa sagesse lui fit trouver cet heureux tempérament que tout législateur Monastique doit mettre dans les choses qu'il prescrit , pour que les forts & les foibles puissent marcher d'un pas égal dans le chemin de la perfection.

Il faut cependant l'avouer , cette regle , toute sage qu'elle est , a l'in-

convénient de toutes les regles anciennes , qui est de ne pouvoir suffire au gouvernement des Maisons Religieuses : aucune de ces regles n'entre dans tous les détails de la vie Monastique , aucune n'embrasse toutes les parties du gouvernement , aucune n'a prévu les divers abus que le relâchement pouvoit introduire : c'est le sort des institutions humaines de ne pouvoir arriver du premier pas à la perfection , & il n'y a que le temps & l'expérience qui puissent leur donner celle dont elles sont susceptibles.

Il fallut donc dans ces premiers siècles , que chaque Monastere suppléât par des réglemens particuliers à l'insuffisance de la regle primitive , & que sa législation se formât peu-à-peu , à mesure que les abus se montroient & que les besoins se faisoient sentir.

Cette législation fut d'abord l'unique ouvrage des Religieux , & ne fut point assujettie aux formalités de la sanction publique : l'Eglise, qui ne vit dans les premiers Moines que

CONSTITUTIONS. 19

des hommes séparés entièrement du monde & uniquement occupés du soin de leur salut , crut devoir leur laisser la liberté de se gouverner de la maniere qu'ils jugeroient la plus conforme à l'esprit de leur vocation , & elle ne parut se réserver que le droit de juger de leur législation par les effets.

Mais quand les Moines commencerent à former dans l'Eglise & dans l'Etat un Ordre considérable qui eut des droits , des possessions , des privileges , & même des fonctions extérieures ; quand on s'aperçut que la premiere ferveur s'étoit rallentie , & que la négligence des Supérieurs eut détruit la confiance que la vertu de leurs prédécesseurs avoit inspirée , l'Eglise jugea qu'il étoit de sa sagesse de s'occuper du régime intérieur des Maisons Religieuses , & de présider à leur législation : il fut arrêté en conséquence que la regle de saint Benoît seroit désormais la seule suivie par tous les Moines d'Occident , & que les Chanoines réguliers seroient tenus d'embrasser celle de saint

Augustin ; mais comme les deux règles , ainsi que je l'ai déjà remarqué , ne remplissoient que d'une manière imparfaite les vues d'un sage législateur , les deux Conciles d'Aix-la-Chapelle tenus en 816 & en 817 , approuverent , par forme de supplément , deux autres règles qui y furent proposées ; l'une pour les Moines , & l'autre pour les Chanoines réguliers.

Tel fut l'état de la législation Monastique jusqu'à la fin du onzième siècle : on vit alors paroître les grandes réformes de Cluni , de Cîteaux & des Chartreux ; ces réformes furent autant de Congrégations , & donnerent lieu à de nouvelles loix Monastiques : car il en fallut de nouvelles pour former & maintenir l'association que plusieurs Monasteres faisoient entr'eux , & au moyen de laquelle ils ne devoient composer désormais qu'un même corps , animé du même esprit & soumis au même régime : & comme chacune de ces Congrégations eut un esprit & un régime différent , ces nouvelles loix

CONSTITUTIONS. 21

furent variées en autant de manieres qu'il y eut de Congrégations : leur établissement produisit encore de grands changements dans le régime intérieur de chaque Monastere : car il est évident que le gouvernement d'une Maison qui dépend d'un Corps & qui en fait partie , doit différer en beaucoup de choses de celui d'une Maison isolée & indépendante.

Il ne paroît pas néanmoins qu'on ait exigé de ces Congrégations qu'elles présentassent à la puissance Ecclésiastique , le régime qu'elles se proposoient de suivre ; on se contenta de savoir que le régime avoit pour objet le rétablissement de la discipline régulière , & cela fut jugé suffisant pour leur obtenir l'autorisation des Evêques & du Souverain Pontife.

On se montra dans le siècle suivant, c'est à-dire au treizième siècle, plus exact & plus difficile envers les premiers Moines mendiants : le Concile de Latran sous Innocent III , & celui de Lyon sous Grégoire X , avoient déjà ordonné que tous ceux

qui voudroient se consacrer à Dieu dans l'état Monastique , seroient obligés d'entrer dans une des Religions déjà approuvées par l'Eglise. On exigea donc de saint Dominique & de saint François , qu'ils présentassent au Souverain Pontife le plan de leur nouvel institut ; & depuis ce temps-là nul Ordre Religieux n'a pu s'établir dans l'Eglise , qu'après avoir obtenu l'attache & l'approbation du Siege Apostolique. Enfin , depuis le Décret de Boniface VIII , tous les Canonistes ont constamment enseigné qu'il n'y a de profession véritablement Religieuse , que celle qui se fait dans un Ordre & pour une Regle approuvés par le Saint Siege.

Il n'a manqué à ce point de discipline , pour procurer à l'état Monastique les plus grands avantages , que d'avoir été observé avec plus d'exactitude & dans toute son étendue : les Souverains Pontifes auroient dû exiger des Religieux , qu'ils leur présentassent lors de leur établissement , leur véritable Institut & leurs véritables Constitutions ; & souvent

CONSTITUTIONS. 23

ils se sont contentés d'une légère esquisse & d'un projet informe ; la sagesse ne leur permettoit d'approuver que les Constitutions qui auroient soutenu l'épreuve d'un examen sévère , & on leur a surpris des approbations pour des Constitutions qu'on ne leur montrait pas , qui même n'existoient pas encore : mais ce qui a contribué le plus à rendre l'autorité du Saint Siege vaine & illusoire dans l'établissement des Ordres Religieux , c'est la liberté illimitée qu'ils en ont obtenue de changer leurs Constitutions & de s'en faire de nouvelles.

Je conviens qu'il leur a été en même temps défendu de toucher à la regle primitive , à la regle prescrite par les premiers Fondateurs ; mais cette regle n'étant plus qu'un vain nom dans quelques Ordres Religieux , où elle s'est perdue par le laps du temps, ou qui peut-être même n'en ont jamais eu ; cette regle se bornant dans la plupart des institutions Monastiques à des préceptes généraux , concernant les mœurs &

la perfection Evangélique ; cette règle pouvant être restreinte , étendue , modifiée à chaque instant par les déclarations que les Religieux ont été autorisés à faire sur elle ; il est évident que la défense d'y toucher est illusoire , & ne peut donner aucune consistance à la législation Monastique.

Je conviens encore qu'il n'eût pas été sage de priver entièrement les Ordres Monastiques de la liberté de toucher à leurs Constitutions ; ce qui a suffi pour faire fleurir une société naissante , ne suffit pas toujours pour la maintenir , lorsque le temps & des circonstances favorables l'ont augmentée & étendue jusqu'à un certain point : il n'est pas donné aux législateurs les plus éclairés , de prévoir tous les inconvénients , & il faut qu'il soit permis aux hommes de perfectionner leurs institutions.

Mais il n'est pas moins vrai que la liberté illimitée de changer les loix d'une société , est contraire à tous les principes d'une sage politique ; que l'inconstance & le relâchement peuvent

vent en abuser pour tout corrompre, ou pour tout détruire; qu'une législation toujours flottante & incertaine conduit tôt ou tard à l'anarchie ou au despotisme; & qu'un gouvernement stable est le premier bien auquel toute société doit aspirer. Il n'est pas moins certain que le sort des Constitutions d'un Ordre Religieux ne doit pas dépendre uniquement du caprice de ceux qui le composent, que les puissances Civile & Ecclésiastique ont intérêt de connoître tous les changements qui peuvent s'y faire, & que tout ce qui tend à dérober à leurs regards la situation actuelle des sociétés Monastiques, porte atteinte à leurs droits & leur prépare des dangers.

Il eût donc fallu pour rendre la liberté de toucher aux Constitutions moins abusive & moins dangereuse, prescrire un terme à cette liberté, assigner un temps après lequel toute législation Monastique seroit fixe & permanente, & ordonner en même-temps, que tous les changements qu'on se proposeroit d'y faire jusqu'au ter-

me prescrit , feroient communiqués au Souverain Pontife & aux Magistrats , pour recevoir leur approbation ou pour en être réjettés.

A ces deux précautions la sagesse en eût ajouté une troisieme , qui consistoit à déterminer avec la plus grande précision , où réside dans chaque Ordre Religieux le pouvoir législatif , & à ne point souffrir qu'il fût partagé ; car si ce pouvoir n'est point un , les loix pourront se heurter & se contredire ; & s'il n'est point suffisamment déterminé , chacun pourra l'usurper ou le méconnoître.

Il est à présumer que ces trois précautions eussent garanti , du-moins pour long-temps , la législation Monastique des atteintes de l'inconstance & du relâchement ; mais elles furent négligées , & le désordre pénétra par mille chemins dans le gouvernement des Monastères.

Le premier désordre que j'y remarque , c'est le défaut même des Constitutions : ce désordre est une suite de la facilité qu'ont trouvée les Corps Religieux à se faire admettre

CONSTITUTIONS. 27

avant d'avoir achevé ou même commencé l'ouvrage de leur législation : quelques-uns de ces Corps ont jugé après leur admission qu'ils ne devoient point se charger de pareilles entraves ; & au lieu de se donner des loix , ils ont trouvé plus commode de n'avoir que des usages ou des réglemens provisoires , dont il seroit libre aux Supérieurs de s'affranchir ; & tel est le cas où se trouve l'Ordre de Cîteaux. Alexandre VII s'étant apperçu de cet abus , ordonna à ces Religieux , en 1666 , de rédiger leurs Constitutions & de les lui présenter ; mais cette sage Ordonnance a eu le sort de tant d'autres Décrets Apostoliques , que l'indiscipline à su éluder ; & les Constitutions de Cîteaux sont encore à faire ou à rédiger.

Plusieurs Ordres Religieux , en remplissant une obligation négligée par les Bernardins , ont en même-temps pris des mesures pour n'être pas plus gênés qu'eux dans leur gouvernement domestique : les uns ont déclaré que la volonté du Général

étoit la première loi , & qu'il pouvoit à son gré faire taire ou respecter les Constitutions , & c'est ce qu'on a reproché avec tant de raison à l'institut des Jésuites : les autres ne se sont pas plutôt donné des loix , qu'ils les ont laissé tomber dans un profond oubli , ou qu'ils les ont détruites par des coutumes manifestement contraires : c'est ainsi que les Célestins & les Prémontrés font gras depuis un temps immémorial , tandis que leur règle leur prescrit le maigre de la manière la plus expresse , & sans qu'ils puissent autoriser par aucune dispense ni permission, l'usage qu'elle condamne.

Il n'est pas jusqu'aux ordres les plus réguliers qui n'aient à cet égard quelque reproche à se faire. Qu'on lise la règle de S. Bruno, & l'on verra que le genre de vie qu'elle prescrit aux Chartreux est beaucoup plus austère que celui qu'ils suivent aujourd'hui ; je ne prétends pas certainement décrier des Religieux aussi généralement considérés ; mais il n'est pas moins vrai qu'ils sont hors d'état

CONSTITUTIONS. 29

de citer une seule loi Ecclésiastique qui ait adouci le joug que leur saint Fondateur leur avoit imposé.

C'est sans doute dans le cœur humain qu'il faut chercher la première source de ce mépris ou de cet oubli des Constitutions, dont aucun ordre n'a pu se garantir : mais ce désordre eût été produit tôt ou tard par l'incertitude & l'obscurité de ces mêmes Constitutions, défauts essentiels, destructifs de toute police, & dont aucune partie du Corps Monastique n'est exempté.

En effet, la Puissance Législative n'ayant été déterminée dans aucun Ordre Religieux avec assez de précision, tout ce qui a eu part au gouvernement dans les Monastères s'est attribué le droit de faire des loix, ou celui d'expliquer & de modifier les anciennes ; les Chapitres & les Supérieurs, soit Généraux, soit Provinciaux, soit Particuliers, se sont disputé à l'envi à qui feroit le plus de réglemens, à qui donneroit le plus de déclarations, à qui multiplieroit le plus les dispenses & les

prohibitions sur les différents points du régime & de la discipline : de là cette étrange variété de loix, d'usages & de maximes qu'on voit dans les différentes Provinces & Maisons du même Ordre, sans qu'il soit possible à la sagesse de distinguer ce qui émane d'un pouvoir légitime, de ce qui a sa source dans un pouvoir usurpé ; ce qui lie la conscience, de ce qu'il est permis d'enfreindre & de négliger. De là l'incertitude répandue sur tout ce qui a rapport aux obligations des Religieux, incertitude qui s'étend dans certains Corps jusque sur leur essence & leur véritable manière d'être. Demandez aux Jacobins & aux Mathurins s'ils sont Moines ou Chanoines réguliers ; & ils vous répondront que cette question agitée parmi eux depuis six siècles, est un problème qu'ils n'ont pu encore parvenir à résoudre.

L'incertitude s'accroît par l'obscurité dont elle augmente à son tour, & épaisit les nuages : cette obscurité dans les loix Monastiques a du naître de leur multiplication excessive :

CONSTITUTIONS. 31

chaque Chapitre , chaque Supérieur ayant voulu exercer en quelque point le pouvoir de Législateur , jugez du nombre des statuts , des réglemens , des déclarations que les anciens Ordres doivent avoir par le nombre des Chapitres & des Supérieurs qu'ils ont eus : ces réglemens n'ont jamais été rédigés , jamais rapprochés , jamais liés les uns avec les autres pour former un ensemble : ils sont encore épars & comme ensevelis dans les ouvrages mêmes où ils furent déposés pour la première fois , ouvrages multipliés à l'infini , manuscrits en partie , d'une prolixité rebutante , & où il faut qu'un Religieux cherche les Constitutions à travers une foule de choses inutiles ou étrangères dont elles sont mêlées.

N'oublions pas de joindre à ces ouvrages , les Bulles & Décrets des Papes qui ont rapport aux règles Monastiques , & que tous les Ordres Religieux se sont fait à l'envi une fausse gloire de multiplier. Le seul Bullaire des Franciscains occupe quatre volumes in-folio : mais parmi ces

Bulles, il est prouvé qu'il y en a de fausses & de supposées, d'obreptices & de subreptices; qu'il y en a par conséquent, dont l'autorité n'est d'aucun poids pour fixer les obligations des Religieux: or comment distinguer aujourd'hui les bulles de ce genre, de celles qui méritent nos respects & notre obéissance? Et quel est l'homme sage qui osera tenter une pareille découverte?

La législation Monastique n'est donc qu'un cahos informe, où l'œil étonné s'égare parmi des ruines & des débris: envain aurions-nous le courage d'y chercher la connoissance de nos devoirs: nos efforts seroient aussi infructueux que pénibles; nous ne parviendrions point à y démêler ce qui appartient à la regle primitive, & ce qui n'en est qu'un supplément & une extension; ce qui oblige sous peine de péché, & ce qui n'empêche point cette peine; les réglemens dont la force s'est maintenue jusqu'ici, & ceux qu'une autorité légitime a détruits; ceux qui n'étoient que pour un temps, & ceux qui de-

CONSTITUTIONS. 33

voient obliger pour toujours ; ceux qui ne regardoient qu'une partie de l'ordre , & ceux qui le regardoient tout entier : nous ne parviendrions , mon Pere , a rien d'assuré sur tous ces objets ; ce n'est point du sein de la confusion que sortira une lumiere pure ; il n'en sort que des doutes & des incertitudes.

Voulez-vous , mon Pere , savoir quel seroit le fruit d'une si pénible recherche ? Ce seroit d'apprendre que la plupart de nos loix se combattent & se contredisent , & qu'il n'en est presque aucune qu'on ne puisse éluder , au moyen de l'exception qui l'accompagne , ou de la fausse explication dont on l'a rendue susceptible.

Cette assertion vous étonne , mon Pere , mais elle n'en est pas moins vraie ; il seroit même difficile que les choses fussent autrement : les Chapitres s'étant tenus en différents temps & en différentes circonstances , ils ont statué sur le même objet , tantôt d'une maniere & tantôt d'une autre : chaque Province , chaque Maison a fait des réglemens pour

elle , fans s'embarrasser s'ils étoient conformes ou contraires à ceux qu'on faisoit dans les autres Provinces & dans les autres Maisons. Il y a eu dans chaque ordre des temps de ferveur & des temps de relâchement ; les constitutions ont dû se ressentir de cette différence , être tour-à-tour favorables & nuisibles à la régularité : il y a eu des Supérieurs lâches & négligents , & des Supérieurs fermes & pleins de zèle ; des Supérieurs vicieux & dévorés d'ambition , & des Supérieurs modérés & vertueux ; les uns ont dû opposer des barrières au relâchement , & les autres ont dû lui ouvrir une large voie ; ceux-ci n'ont été Législateurs que pour le bien du régime , & ceux-là pour le bien de l'ordre ; les premiers ont tout sacrifié à l'intérêt de leur place , & les derniers à celui de la régularité. C'est le combat du bon & du mauvais principe réalisé dans les Maisons religieuses ; jugez après cela , mon Pere , s'il peut y avoir de l'accord dans nos loix , & si leur assemblage ne doit pas être un corps in-

CONSTITUTIONS. 35

forme, où il n'y a ni unité de dessein, ni véritable plan, ni liaison dans les parties, & dont les éléments se heurtent & se détruisent sans cesse.

C'est sans doute aux mêmes causes qu'il faut attribuer la manière peu franche & même insidieuse avec laquelle plusieurs de nos Constitutions sont rédigées : au-lieu de ce ton positif qui distingue les règles anciennes, & celle même de saint Benoît, malgré les tempéraments dont elle est remplie, on voit à chaque article des Constitutions modernes, des exceptions & des restrictions qui laissent l'intérêt particulier de la loi dans la main des Supérieurs, & qui ne semblent ménagées que pour autoriser des volontés arbitraires, ou colorer les infractions.

Vous savez, mon Pere, que ce dernier défaut a été relevé avec beaucoup de force dans les Constitutions des Jésuites : j'ose assurer qu'il n'est aucun ordre à qui on ne puisse faire le même reproche avec autant de justice. Je pourrais justifier ce que j'avance par une multitude d'exem-

ples ; mais je me bornerai à un seul , tiré du Chapitre 8 des Constitutions de Saint-Maur. Il s'agit dans ce Chapitre de l'acceptation des Monasteres. (a) On commence par y établir que le bonheur des Congrégations ne dépendant pas du nombre des Monasteres , mais de leur bon gouver-

(a) Quia non in multitudine Monasteriorum , sed in eorum bono regimine stat felicitas Congregationis , non sunt quavis facilitate acceptanda Monasteria ; sed prius maturè considerandum , an in iis observantia regularis facillè institui & conservari possit. Cum autem experienciâ compertum sit in paucitate Monachorum disciplinam regularem vix posse conservari , nullum Monasterium admittendum est , in quo redditus annui sufficientes non sint , ut minimum alendis suo tempore tredecim Monachis choro deputatis , computato Superiore , ac oneribus solitis facillè supportandis ; nisi Capitulum generale propter evidentem Congregationis utilitatem dispenset , vel dièta annua judicet Capitulum generale non posse expectari : admittetur autem vel à Capitulo generali , vel à reverendissimo Patre Superiore generale , de seniorum assistentium consensu. *Ex Constit. Congrèg. Benedic. Sti Mauri , pag. 189.*

nement, on ne doit pas en accepter facilement, & sans avoir considéré si la régularité peut s'y maintenir; ainsi, ajoutent les Constitutions, comme l'expérience apprend que la discipline Monastique peut à peine se conserver avec un petit nombre de Religieux, on ne doit accepter aucun Monastere s'il n'a des moyens suffisants pour en recevoir treize en comptant le Supérieur, & satisfaire en même-temps à toutes les charges de l'ordre.

Voilà la regle fondée sur l'intérêt de la régularité : mais le même article ajoute tout de suite : à moins que le Chapitre général n'en dispense pour l'utilité de la congrégation ; voilà l'intérêt temporel mis en opposition, & qui doit prévaloir sur celui de la régularité : & ne croyez pas, mon Pere, que le pouvoir d'accorder cette dispense, soit réservé au seul Chapitre : si la diete juge qu'on n'en peut attendre la convocation, le Supérieur & les assistants deviennent libres, & sont maîtres d'accepter les Monasteres, quoiqu'on ne puisse y

entretenir qu'un petit nombre de Religieux , avec lesquels on convient néanmoins que la régularité ne pourra se soutenir. Tel est , mon Pere , le ton de presque toutes les Constitutions ; l'exception y est toujours à côté de la loi , & l'on diroit quelquefois qu'on s'est plus attaché à surprendre ou à captiver l'obéissance qu'à l'éclairer ou à la régler.

Ce que les exceptions avoient commencé , les explications forcées , les formalités puériles , les subtilités Scolastiques l'ont achevé ; on est enfin parvenu dans tous les Ordres Religieux à se jouer des loix les plus saintes avec une sorte de décence , & à s'en affranchir sans remords , & en paroissant les respecter : c'est avec une peine extrême que je vais me permettre sur ce sujet des détails humiliants ; mais je ne connois que ce moyen pour vous faire connoître toute la profondeur de la plaie qui nous consume.

L'obligation de faire maigre est comptée parmi les premières loix Monastiques ; tous les anciens Solitaires

l'ont jugée essentielle à leur état ; & jusqu'au temps de saint Francois , le premier Fondateur d'ordre qui n'ait pas prescrit l'abstinence , on eût regardé comme étranger à l'état Monastique , tout corps où le régime maigre n'eût point été établi par la règle.

La plupart des Ordres Religieux se font avec le temps affranchis de cette loi ; quelques-uns l'ont conservée ; mais par combien de moyens & de fausses subtilités n'en éludent-ils pas l'austérité ! Dans les uns , comme chez les Jacobins de la Province Occitaine , il a été décidé que le maigre de règle n'obligeoit qu'au réfectoire , & que par-tout ailleurs , comme à la cuisine , dans les chambres , en ville & à la campagne , il étoit permis de faire gras.

Dans d'autres corps , comme chez les Bénédictins , on a imaginé de mettre dans la classe des poissons , tous les animaux qui se plaisent sur les bords des rivières & des étangs ; & à la faveur de cette étrange physique , ils se sont permis l'usage d'une

quantité d'aliments qui par-tout ailleurs & dans tous les temps furent réputés gras & prohibés les jours d'abstinence. Ils ont eu seulement l'attention de donner à ces aliments des noms bizarres & de nouveaux assaisonnements, au moyen de quoi ils ont cru que la regle & le public feroient également satisfaits.

Dans tous les Corps Religieux, il est passé en maxime qu'on peut se dispenser du maigre de regle, pour peu qu'il incommode; ce n'est pas néanmoins ainsi que l'entendoient les saints personnages qui en établirent l'obligation; ils n'ignorent pas que les complexions foibles en pourroient être altérées; mais ils savoient en même-temps que la vie d'un Religieux doit être une sorte de martyre; que la santé ne doit pas être à ses yeux le premier des biens, & qu'il doit être permis à la ferveur d'en faire le sacrifice: il y a eu même des Fondateurs d'ordre qui ont porté le courage & la févérité à cet égard, jusqu'à défendre à leurs Religieux l'usage d'un bouillon gras, dans les

CONSTITUTIONS. 41

cas mêmes où le bouillon pourroit leur sauver la vie. Il y a bien loin de ces maximes & de cette rigueur à notre relâchement : la moindre indisposition , l'indisposition la plus chimérique , la crainte même d'une indisposition éloignée suffit aujourd'hui aux Religieux , pour s'affranchir de la loi du maigre , & je mets en fait que dans un ordre où cette loi est établie , s'il y a six cens Religieux , il y en a au-moins deux cens qui s'en dispensent.

Chez les Chartreux , il est porté par la regle qu'on jeûnera au pain & à l'eau tous les Vendredis ; les Religieux vont ce jour-là se jeter aux genoux du Prieur , pour lui demander miséricorde , & au moyen de cette cérémonie puérile , le jeûne austere du Vendredi n'est jamais observé.

Il est porté par la même regle que les Supérieurs ne seront point perpétuels ; ils le sont néanmoins par le fait. Mais pour concilier la regle avec l'usage , il est convenu que les Prieurs demanderont dans chaque

Chapitre, à être dépouillés de leur emploi, & que leur demande sera rejetée.

Le vœu de pauvreté exclut toute propriété ; ce principe est certain ; mais voici ce qu'on a imaginé pour en éluder les conséquences : on exige que le Religieux fasse au Supérieur une déclaration de son argent & de tous ses autres effets ; & cette formalité une fois remplie, il lui est libre d'en disposer comme s'il en avoit acquis la propriété la plus parfaite. C'est par une suite des mêmes subtilités que l'abus des pensions particulières s'est introduit dans les Communautés les plus régulières : l'argent est déposé entre les mains des Supérieurs, pour qu'il soit dit que le vice de propriété y est inconnu ; mais ce qui ne prouve que trop bien son existence, c'est qu'il n'est point permis aux Supérieurs d'employer aux besoins de la Communauté l'argent des pensions, ni d'empêcher le Religieux à qui il appartient, d'en faire l'usage qui lui sera le plus agréable.

CONSTITUTIONS. 43

C'est ainsi, mon Pere, que nous avons perfectionné l'art d'échapper nos devoirs, de plier la regle à nos passions, & de nous ménager tout à la fois, les apparences utiles de la régularité, & les faux biens du relâchement : art funeste que les premiers Cénobites ne connurent jamais, & qu'on doit compter parmi les fruits amers du désordre où nos Constitutions sont tombées : vagues, obscures, incertaines, éparées ça & là, sans ordre & sans liaison, souvent démenties par l'usage ou contraires les unes aux autres, souvent accompagnées d'exceptions dangereuses, & toujours susceptibles d'interprétations fausses & arbitraires, elles ne forment aux yeux de la sagesse qu'un corps monstrueux. Le relâchement trouve des excuses & des appuis, tandis que la vertu n'y rencontre que des sujets de perplexité ou des occasions de chute. Faut-il après cela s'étonner si l'état Monastique s'affoiblit & tombe en ruine de toute part ! une législation imparfaite produiroit tôt ou tard cet effet. Que fera-ce

d'une législation vicieuse par tant d'endroits ?

Le premier désordre qu'elle a mis dans les sociétés Religieuses , c'est l'instabilité : aucune d'elles n'est aujourd'hui ce qu'elle étoit dans son origine : on croit lire l'Histoire d'un Corps inconnu parmi nous , lorsqu'on lit celle des premiers habitants de nos Monasteres : en vertu de la liberté funeste que nous avons obtenue de toucher à nos Constitutions , par une suite naturelle de l'abus que l'inconstance & le relâchement ont fait de cette liberté , tout a été bouleversé dans les Ordres Religieux ; regle , régime , nourriture , occupations , vêtements même , tout y a éprouvé des changements ; & il est très-vrai de dire que l'Eglise & l'Etat , ont dans leur sein des Congrégations toutes différentes de celles qu'ils avoient reçues & approuvées.

Le second désordre qui a dû naître de celui où les Constitutions Monastiques sont tombées , est l'ignorance profonde où sont la plupart des Religieux , sur tout ce qui a rapport à

leurs obligations : il n'en est aucun qui n'en dût être parfaitement instruit avant même de faire profession ; car la sagesse permet-elle de contracter un engagement dont on ne connoît pas toute l'étendue ? » Si quelqu'un , disent la troisième règle des Pères , & celle de saint Macaire , » veut » passer du siècle dans le cloître , » que l'on commence par lui lire la » règle , & qu'on ne lui laisse rien » ignorer de ce qui se fait dans le » Monastere. Quand quelqu'un se » présente , dit la règle de St Benoît , » on lui déclarera ce qu'il aura à » souffrir de dur , de pénible & d'a- » mer dans le chemin qui conduit au » Ciel ; & s'il persiste , deux mois » étant expirés , on lui lira & on lui » expliquera la règle en lui disant : » Voilà la loi sous laquelle vous de- » vez combattre ; si vous vous croyez » capable de l'observer , entrez ; si- » non , vous êtes libre , retirez- » vous. «

Il n'est point de Maisons Religieuses où cette cérémonie ne soit encore remplie ; on fait lire aux Novices la

regle sous laquelle a été établi l'Ordre dont ils veulent devenir membres ; mais en les obligeant à cette lecture , peut-on leur dire , comme autrefois : Voilà toute la regle que vous avez à suivre ; l'autorité de vos Supérieurs , l'étendue de votre obéissance , celle de vos sacrifices ; tout y est déterminé , & vous n'avez à craindre ni changement , ni addition , ni équivoque. Le temps du Noviciat ne suffiroit pas pour entrer dans tous ces détails ; on ne peut donc pas supposer que ceux qui font profession en aient connoissance.

Des Religieux ainsi engagés sont à chaque instant incertains sur l'observance de leur regle ; ils n'ont pu la connoître que par la pratique du Noviciat , plus ou moins dur suivant le caractère de celui qui y préside : peut-être la Maison dans laquelle le nouveau Profès va passer aura un Supérieur plus indulgent ou plus rigide : il est découragé , ou sa ferveur se rallentit , & il ne fait plus distinguer entre ses premiers engagements & la loi qu'il voit observer.

CONSTITUTIONS. 47

Peut-être exigerez-vous que ce nouveau Profès emploie son loisir à étudier sa règle , dans les divers Ouvrages où elle est renfermée : mais avez-vous oublié que cette étude demande un discernement , & une capacité qu'on ne sauroit trouver que dans un très-petit nombre de Religieux : c'est bien à des esprits simples , & bornés pour la plupart , qu'il faut commander de débrouiller une législation aussi informe que la nôtre. Mais quand même tous les Religieux seroient capables d'un pareil travail , qu'en retireroient-ils , sinon de nouveaux doutes & de nouvelles incertitudes , & peut-être aussi de nouveaux moyens pour autoriser leur indocilité s'ils étoient inférieurs , ou l'usage d'un pouvoir arbitraire , s'ils étoient dans les emplois.

Vous gémissiez , mon Pere , tous les jours sur cette guerre cruelle qui s'est élevée dans tous les Corps Monastiques entre le Régime & les simples Religieux. Mais apprenez que cette guerre a son principe dans nos Constitutions mêmes , & que nous

ne serons délivrés de ce fléau domestique que lorsque nous aurons une meilleure législation.

Oui , si le Régime est occupé dans tous les Corps Monastiques à se rendre absolu & perpétuel , s'il est accusé d'ériger en autant de loix ses caprices & ses passions , de s'affranchir de tous les devoirs & de toutes les observances , pour en faire porter tout le poids aux simples Religieux ; de s'emparer de tous les biens du Monastere , pour les faire servir à son luxe & à son avarice , tandis que les inférieurs manquent même du nécessaire ; de se regarder , en un mot , comme une classe privilégiée destinée uniquement à jouir , à dominer , à imposer le joug & à n'en porter aucun ; c'est qu'il a trouvé dans les vices des Constitutions de quoi autoriser tous les siens ; c'est qu'elles le sollicitent par leurs propres incertitudes à mettre sa volonté à leur place ; c'est que le despotisme naît facilement par-tout où il y a de mauvaises loix ; c'est que , quoi que fasse un Supérieur , soit qu'il ait
des

CONSTITUTIONS. 49

des prétentions injustes ou des préférences déplacées , soit qu'il soit cruellement sévère ou lâchement indulgent , soit qu'il détruise tout , soit qu'il n'ait soin de rien , il n'aura point de peine à faire parler à des loix vagues , obscures , contradictoires , un langage propre à le justifier.

Ce qui est favorable au despotisme doit l'être à l'anarchie , puisqu'elle est le despotisme de tous contre tous : c'est donc dans le même principe qu'il faut chercher l'origine de cet esprit de révolte & d'indocilité , dont toutes les Maisons Religieuses sont infectées. O , mon Pere ! que notre situation est déplorable ! Un mauvais Supérieur peut faire parmi nous tout le mal possible , il n'a qu'à l'oser & n'être point délicat sur le choix des moyens ; mais s'il est bon , s'il a des lumières & des intentions droites , nos mauvaises loix l'arrêteront à chaque pas dans le bien qu'il voudra faire : c'est envain qu'il joindra l'exemple à l'autorité , pour rétablir la discipline ; son zèle viendra échouer contre l'indocilité des mauvais Reli-

gieux , protégée par une législation vicieuse ; & quels ordres pourra-t-il leur donner dont ils ne puissent se défendre ? S'il leur allègue la règle , ils lui opposeront l'usage ; s'il appuie ses volontés sur des réglemens anciens , ils appuieront leur résistance sur des réglemens modernes ; s'il fait parler la loi en faveur de la régularité , ils sauront la faire parler aussi en faveur du relâchement : ils lui disputeront tout , jusqu'au droit de leur faire des exhortations paternelles ; ils dédaigneront également ses prières & ses menaces ; ils refuseront de se soumettre & aux ordres qu'il leur intime , & aux peines qu'il leur impose : l'audace se joindra au mépris , la désobéissance produira la révolte , & la révolte , des excès que je rougirois de mettre sous vos yeux.

C'est ainsi qu'à la faveur d'une mauvaise législation , s'éternise une guerre malheureuse , entre des hommes qui se sont choisis pour frères , & qui ne devroient avoir qu'un cœur & une ame : guerre féconde en ca-

CONSTITUTIONS. 51

bales , en scandales , en dissensions ; guerre qui change les asyles de la paix , en des séjours de trouble & de confusion , & qui prépare à l'état Monastique une chute aussi honteuse qu'inévitable.

Encore , si les divisions qui nous déchirent restoient renfermées dans l'enceinte du cloître , si le voile de la prudence ou de la charité les avoit dérobées aux regards des Fideles ; mais une affreuse lumière s'est répandue sur elles , le monde en est instruit , les Tribunaux & les Palais des Rois en retentissent : ici c'est la Congrégation de Saint-Maur , partagée en deux factions rivales & ennemies , dont l'une sollicite la conservation d'une autorité injuste & arbitraire , & l'autre l'exemption de toute régularité. Là , c'est l'Abbé de Cîteaux & les quatre Peres de l'Ordre , portant de Tribunal en Tribunal , la vieille querelle que l'ambition a élevée entre eux sur les principes fondamentaux de leur gouvernement. A Toulouse , je vois le Provincial des Jacobins d'Aqui-

taine citer son Général devant le Parlement, & lui disputer, en pleine Audience, son autorité pour se l'attribuer à lui-même. A Paris & à Aix, les Capucins s'accusent devant les Magistrats, des actions les plus honteuses & des crimes les plus atroces, & rejettent avec mépris la médiation paternelle de leur Général. A Bordeaux, on informe contre des Chartreux mêmes qui se sont battus en plein Chapitre pour l'élection d'un Prieur. A Sisteron En Bourgogne

« Grand Dieu ! c'est donc pour nous déchirer ; pour donner des scandales, que nous avons abandonné le monde, & que nous avons contracté, à la face des Autels, les engagements les plus saints & les plus solennels ! Est-ce donc ainsi que nous devrions servir le Dieu de sainteté que nous avons choisi pour notre partage ? Si nos saints Fondateurs revenoient au monde, quel seroit leur étonnement, ou plutôt quelle seroit leur horreur pour des hommes qui se disent leurs disciples ! S'ils firent autrefois des

CONSTITUTIONS.

53

vœux pour attirer sur les Monasteres qu'ils fondoient la bénédiction du Ciel, ils n'en feroient plus que pour y attirer ses vengeances.

Saint Paul ne vouloit point que les simples Chrétiens plaidassent : il y a des regles Monastiques, comme celle de saint Bruno, qui défendent expressément les proces aux Religieux : les Peres & les Conciles ne leur recommandent rien tant que la paix & la charité. Si ces deux vertus étoient bannies de la terre, ce seroit dans le cloître qu'elles devroient trouver un asyle : qu'on juge donc de l'état de dépravation où nous sommes tombés par la multitude de nos querelles intestines, & par l'abus étrange que nous ne cessons de faire du recours au Juge séculier.

Je ne disconviens pas que ce recours ne soit quelquefois nécessaire; l'appel comme d'abus est le cri naturel de l'innocence violemment opprimée; il doit avoir lieu, suivant l'Article 34 de nos Libertés, en cas de sédition, de tumulte, de grand scandale & de contravention évi-

dente aux Canons & aux Ordonnances ; mais hors ces cas , qui doivent être rares dans une société Monastique bien ordonnée , la véritable piété ne permet point qu'on ait recours à de pareils remèdes , & les plus sages Magistrats conviennent qu'on ne peut multiplier les appels comme d'abus sans affoiblir l'obéissance , qui est le principal nerf de la profession Religieuse , & sans anéantir toute discipline.

Le mal seroit néanmoins beaucoup moindre , si les Magistrats avoient une règle sûre pour les diriger dans les jugemens qu'ils prononcent sur les différentes contestations que les Religieux portent devant leur Tribunal : mais leur sagesse ne pouvant démêler à travers l'obscurité & la confusion qui regnent dans les Constitutions Monastiques , ce qu'elles permettent , ce qu'elles établissent ou ce qu'elles défendent , ils ne peuvent connoître que d'une manière imparfaite , lorsque les Religieux viennent réclamer leur autorité , de quel côté est la justice ou l'oppression. De-là

CONSTITUTIONS. 55

vient la lenteur , l'arbitraire , la contradiction même qu'on reproche quelquefois à de pareils jugemens : l'indocilité & l'ambition en deviennent plus entreprenantes , & les querelles se multiplient dans le cloître , par le soin même que prennent les Magistrats pour les éteindre ou pour les prévenir.

Il n'y a donc , mon Pere , qu'une réforme dans nos Constitutions qui puisse remédier aux maux dont l'état Monastique est affligé , & le soutenir sur le penchant de sa ruine. Je n'entends point par ce mot de réforme , aucun de ces changements que les réformes modernes ont introduits ; les institutions Monastiques sont assez multipliées ; elles l'ont été au-delà du vœu de l'Eglise & de ses loix : elle avoit voulu restreindre tous les Ordres à quelques regles primitives ; on a éludé ses Décrets par des interprétations qui les détruisent : elle a pu tolérer ou même approuver ces interprétations ; mais elle est toujours éloignée des nouveaux instituts.

La réforme que je demande ne doit pas être une innovation dans la règle , mais son rétablissement ou sa perfection : des abus se sont introduits , il faut qu'ils soient retranchés ; des observances nécessaires ont été négligées , il faut les remettre en vigueur ; la forme de l'administration a pu s'altérer , il faut la rétablir dans son premier état ; elle a pu être flottante & incertaine , il faut la rendre fixe & permanente ; l'expérience a pu y faire découvrir quelques inconvénients , il faut les réparer & les prévenir ; il y a dans le code Monastique des loix obscures , équivoques , contradictoires , susceptibles d'une fausse interprétation , il faut les retrancher & mettre de l'ordre , de l'accord , de la clarté dans celles qui leur seront substituées : ces mêmes loix sont éparpillées çà & là & trop multipliées , il faut les rassembler , les réduire à un petit nombre & en former une collection , à portée de tous les esprits. Les Religieux ont abusé de la liberté qu'ils avoient de toucher à leurs Constitutions , il

CONSTITUTIONS. 57

faut que cette liberté funeste leur soit ôtée , & que leur législation soit désormais aussi fixe & aussi constante que -l'Eglise & l'Etat qui l'auront approuvée.

Qui peut douter, mon Pere, qu'une pareille réforme ne fût le service le plus essentiel qu'on ait jamais pu rendre à l'état Monastique ? Alors tout prétexte seroit ôté à chaque Religieux d'enfreindre l'engagement qu'il n'a pu ignorer : alors le Supérieur ne pourroit abuser de ses droits , comme l'inférieur ne pourroit les méconnoître : alors il n'y auroit ni variation ni préférence dans l'exercice des devoirs ; l'abus de l'autorité & la révolte trouveroient un frein qui les réprimeroit : on ne verroit plus les Religieux sortir de leur retraite pour implorer les Juges séculiers ; ou si des vexations criantes les amenoient devant les Tribunaux , un coup d'œil du Magistrat suffiroit pour rétablir l'ordre ; l'intrigue seroit sans espoir & sans succès , l'indocilité sans prétexte & sans appui ; les esprits factieux seroient obligés de se contenir ; ceux

qui aiment les nouveautés ne pourroient plus les introduire ; l'état Monastique n'éprouveroit plus de révolutions funestes , & la piété pourroit se flatter de voir renaître ces beaux jours, où les Monasteres étoient le berceau & l'asyle de toutes les vertus.

Je n'ai considéré jusqu'ici la réforme des Constitutions Monastiques, que dans les rapports qu'elle a avec le bien de l'état Religieux ; celui de la puissance civile ne nous doit pas être moins cher , & si nous le consultons , la réforme dont il s'agit , nous paroîtra également nécessaire.

Vous savez , mon Pere , que les sociétés Monastiques étant dans l'Etat, & tenant de lui leur existence légale avec tous les avantages qui en sont la suite , l'Etat a droit d'exiger d'elles qu'elles n'ayent rien dans leurs loix qui puisse blesser les siennes , ou qui puisse causer le moindre ombrage , la moindre inquiétude.

A Dieu ne plaise , mon Pere , que je cherche à rendre les Religieux suspects à la puissance civile , ils sont .

CONSTITUTIONS. 59

certainement bons Citoyens ; ils ne le cèdent à cet égard à aucun François : & quoi qu'on dise de leur attachement pour leur corps , j'ose assurer qu'il n'égale point celui qu'ils ont voué à leur Roi & à leur patrie : mais comme beaucoup de sociétés Monastiques ont pris naissance dans des lieux où l'on enseigne des maximes très-différentes des nôtres , comme leur législation est en partie une production étrangère , il ne seroit pas étonnant qu'elle se ressentît en plusieurs points du sol où elle est née , & qu'il y eût dans nos Constitutions , même à notre inscu , des choses contraires aux maximes & aux loix du royaume. On ne peut , par exemple , se dissimuler qu'on retrouve dans la plupart des Ordres Religieux , la fameuse déclaration de Saint-Maur contre les appels comme d'abus , lesquels , comme vous le savez , font partie de nos libertés , & en sont le principal appui : il n'est également aucun ordre qui ne s'arroge dans ses Constitutions , le droit de chasser les Religieux incorrigibles ; droit mani-

festement contraire aux loix du royaume , qui rendent l'état du Religieux profès stable & permanent.

Mais parmi les mauvaises loix Monastiques qu'il importe à la puissance civile de réformer , l'humanité m'oblige d'insister sur celles qui ont pour objet les peines qu'on impose dans les Maisons Religieuses : je n'ai jamais lu dans le Livre des Capitulaires sans une sorte d'attendrissement , la plainte portée au Roi Jean , par un Archevêque de Toulouse , contre les prisons perpétuelles dont les Cordeliers & les Jacobins de ce temps-là faisoient usage , & l'édit donné par ce même Roi pour en adoucir l'horreur. Les Religieux s'oublierent jusqu'à refuser d'obéir à une loi aussi juste & aussi humaine , & l'usage des prisons perpétuelles subsiste encore dans beaucoup de Monasteres.

Je ne les considère pas ici dans l'opposition qu'elles ont avec la douceur évangélique ; je demande seulement si elles ne sont pas une usurpation du droit de glaive , & s'il doit être permis à des Religieux d'op-

CONSTITUTIONS. 61

primer en secret un sujet du Roi, de le tenir dans les fers, de le faire périr d'une mort lente, & de lui ôter la liberté de paroître devant les Magistrats, pour en être entendu & en obtenir justice.

Si un Religieux commet dans l'intérieur du Cloître, un de ces crimes que toutes les nations punissent de mort; je conçois qu'une prison perpétuelle est un adoucissement à la peine qu'il mérite; mais dans ce cas là même, il y a des formes à observer; le Magistrat doit être instruit du crime du Religieux, & de la peine qu'on lui impose, & la prison où il est renfermé doit être toujours éclairée par l'œil de la Police: mais si le Religieux n'a péché que contre les mœurs ou la discipline Monastique; s'il n'a manqué qu'aux engagements qu'il a contractés envers Dieu & envers l'ordre, quelque grieve, quelque scandaleuse même que soit la faute, ses Supérieurs n'ont droit de lui imposer d'autre peine que celle qu'un pere imposeroit en pareil cas à ses propres enfants. Cette peine ne

doit être, qu'un moyen de correction ; il ne faut donc pas qu'elle soit un supplice : or une prison perpétuelle en est un.

Mais il ne suffit pas qu'une peine soit modérée , il faut de plus qu'elle soit proportionnée au délit , & tellement marquée par la loi , qu'il ne soit point libre au Supérieur d'en imposer une plus forte ou une plus foible : si l'arbitraire doit être évité , c'est sur-tout dans les loix pénales , & cet arbitraire se trouve dans les loix pénales de presque tous les Ordres Religieux : dans les uns on a laissé au Supérieur la liberté entière de choisir la peine qu'il doit infliger aux coupables ; dans les autres on s'est contenté de séparer les délits en trois classes , & d'assigner à chaque classe un certain nombre de peines ; mais comme il y a une gradation dans les délits , même appartenant à la même classe , ainsi que dans les peines qui y répondent , il est évident qu'il est encore libre aux Supérieurs de trop punir ou de ne punir pas assez.

CONSTITUTIONS. 63

Il y a donc dans le Code pénal des Ordres Religieux , ainsi que dans leurs autres loix , beaucoup de choses opposées aux principes , aux intérêts , aux droits même de la puissance civile : sans doute qu'il y auroit de l'injustice à nous rendre responsables de cette opposition ; car ce n'est pas nous qui avons fait nos Constitutions , à peine les connoissons-nous , & notre cœur a toujours désavoué ce qu'elles pouvoient renfermer de contraire aux devoirs d'un bon & fidele sujet ; mais il n'est pas moins vrai que l'Etat est souverainement intéressé à en retrancher tout ce qui ne seroit pas conforme à ses intérêts & à ses maximes ; la contrariété de nos loix avec les loix civiles seroit un vice dans le corps politique , & pourroit dans des temps orageux avoir les suites les plus funestes.

Or l'Etat ne peut vérifier s'il y a un véritable accord entre ses loix & celles des Monasteres , qu'au moyen d'une revilion générale de ces dernieres loix ; ce n'est qu'alors qu'il pourra les connoître & les comparer

avec les siennes ; ce n'est qu'alors qu'il pourra voir, ce que le bien public demande qu'il rejette ou qu'il protège dans les Ordres Religieux.

La nécessité d'une réforme dans les loix Monastiques une fois prouvée, il ne s'agit plus que de trouver la maniere la plus sûre & la plus légitime de l'effectuer ; je commence par avouer que cette entreprise est peut-être aussi difficile qu'elle est nécessaire ; que ceux qui en seront chargés, marcheront sans cesse entre deux grands dangers, celui d'aggraver le joug, & celui de l'adoucir ; celui d'être foible, & celui d'être injuste ; qu'elle touche à tant d'intérêts & à tant d'objets, qu'elle suppose la sage combinaison de tant de droits, le libre concours de tant de volontés, qu'on ne sauroit la faire réussir qu'à force de lumieres, de ménagements & de circonspection. Mais enfin il y a des exemples qui en prouvent la possibilité ; la sagesse est parvenue à faire des choses plus difficiles, & le succès de celle-ci ne sera point douteux, si l'on s'attache à suivre les

CONSTITUTIONS. 65

regles & les formes prescrites en pareil cas par les saints Canons.

Je n'ai point été appelé au Conseil des Evêques & des Magistrats dont la Commission est composée ; mais je crois avoir entrevu dans les derniers Arrêts du Conseil, ce qu'ils se proposent de faire ; & si je ne me trompe point dans mes conjectures, si les principes & les moyens adoptés par leur sagesse, sont les mêmes que ceux dont je vais vous faire l'exposition ; il me semble que toutes les regles & tous les esprits raisonnables seront satisfaits, & qu'ils auront rempli leur objet ainsi que l'attente de tous les gens de bien.

Ce n'est point d'abord à la puissance civile qu'il appartient de réformer nos Constitutions ; elle peut exiger que notre législation soit fixe, déterminée, énoncée avec clarté & précision, & toujours présente à ses regards ; elle peut empêcher que l'inconstance & le relâchement y portent atteinte ; elle a droit de nous commander dans l'ordre civil & politique, & toutes les loix qu'elle nous

impose sous ce rapport , sont autant de devoirs dont la conscience ne nous permet pas de nous écarter ; elle peut influer dans notre législation par sa faculté d'empêcher , c'est à dire en nous interdisant certaines loix , certaines maximes , certaines pratiques , l'usage de certains privileges.

C'est , il est vrai , aux pieds des Autels , & non aux pieds du Trône que nos engagements furent contractés ; c'est à Dieu & non aux Magistrats que nous avons promis l'accomplissement des conseils Evangéliques ; mais ces promesses & ces vœux n'auroient eu aucun effet public & extérieur , s'ils n'avoient obtenu l'aveu & l'autorisation de la Puissance Civile. Elle est tout à la fois la protectrice des saints Canons , la bienfaitrice & la fondatrice des Monastères ; à ces titres , elle a acquis le droit & l'obligation de veiller sur l'observance de nos engagements ; les droits & les exemptions dont nous jouissons ne nous ont été accordés qu'en considération de la vie plus parfaite à laquelle nous nous som-

mes consacrés ; la Puissance Civile , chargée de l'administration de l'Etat , ne peut y maintenir l'ordre qu'en veillant à l'exécution de tous les traités faits avec les différents Corps qui le composent ; elle a donc droit d'exiger que nous pratiquions tout ce qui nous est prescrit par notre règle ; mais elle ne peut rien ajouter à cette règle , du-moins dans les choses qui ont uniquement rapport à notre sanctification : ce n'est point dans l'ordre du salut qu'elle doit commander ; elle n'a sous ce rapport nuls devoirs à prescrire , nulle défense à faire , nul joug à imposer.

Le droit de réformer nos Constitutions ne devrait pas même appartenir à la puissance ecclésiastique : quelque grande que soit son autorité sur les Ordres Religieux , elle ne va pas jusqu'à leur imposer des loix qu'ils n'auroient pas demandées , ou auxquelles ils ne se seroient pas engagés auparavant : si le Religieux est un esclave , c'est un esclave volontaire ; il a choisi la chaîne , & aucune puissance humaine n'a droit

de lui en donner une autre malgré lui.

Voulez-vous, mon Pere, favoir la marche qu'on doit suivre dans la réforme des Ordres Religieux, & les mains par lesquelles un ouvrage aussi important doit passer ? Voyez ce qu'on a fait, lorsque ces mêmes Ordres Religieux se sont présentés pour être admis dans l'Eglise ; car toute réforme est comme un nouvel établissement, & doit être conduite de la même manière : or dans l'établissement des Ordres Monastiques, ce sont les Religieux qui proposent & qui demandent, & c'est le Souverain Pontife qui accorde ou qui refuse, qui rejette ou qui approuve.

C'est donc à nous-mêmes, mon Pere, à faire & à proposer la réforme dont il est évident que nos Constitutions ont besoin ; nous connoissons mieux nos maux que les étrangers ne les connoissent, nous en connoissons mieux les remèdes ; & un joug que nous nous serons imposé à nous-mêmes, sera porté avec bien plus de courage & de zèle que

CONSTITUTIONS. 69

celui qu'on nous auroit forcé de recevoir.

Je ne prétends pas au-reste laisser entendre par-là qu'il nous soit libre de nous prêter ou de nous refuser à la réforme qu'on désire ; il ne nous est point libre de deshonorer notre état , ni d'être mauvais , lorsque nous pouvons être bons ; le Souverain doit nous laisser le choix des remèdes ; mais il peut exiger que ce choix se fasse ; il peut nous dire : Je ne fais point ce que vous devez faire pour devenir meilleurs ; mais je veux que vous le deveniez ; réformez vous , ou je retire ma protection ; faites-vous justice , ou je la ferai moi-même , en fermant vos Monastères , & en empêchant mes sujets d'y aller chercher des secours & une perfection qui n'y sont pas.

Nous sommes donc tenus d'examiner nos Constitutions , de les rédiger , d'en retrancher tout ce qu'elles ont d'abusif & de défectueux. Mais qui sont ceux parmi nous que ce soin important regarde ? Est-ce le régime ? Non , mon Pere , quelque respect que

j'aye pour ceux qui le composent, je ne crois pas que leur influence sur la réforme doive être plus grande que celle des simples Religieux : le régime est accusé dans tous les Ordres, d'exercer une autorité dure & arbitraire, d'abuser des biens qui lui sont confiés, & de rejeter sur les inférieurs tout le poids de la règle. Je n'examine pas jusqu'à quel point ces accusations sont fondées; mais elles sont publiques, & cela suffit pour faire recuser dans la réforme des loix Monastiques, ceux sur qui elles tombent; s'ils en étoient chargés, ils ne songeroient point à détruire les griefs que les simples Religieux ont contre eux; ils ne se feroient point justice sur les exemptions qu'ils se donnent, & les adoucissements qu'ils se permettent; ils ménageroient des ressources à leur amour pour la domination, & pour une vie commode & affranchie de toutes les observances régulières; & l'on verroit reparoître l'abus des loix équivoques, & susceptibles de fausses interprétations.

Mais si le bien de la chose ne permet pas de confier aux Supérieurs Monastiques, la réforme des Constitutions, ce ne sont pas non plus de simples Religieux choisis par la puissance civile ou ecclésiastique, qui doivent être chargés de ce travail : ces Religieux ne tenant point leur mission de leur corps, ne se croiroient point obligés de suivre ses vues, ni de subordonner leurs intérêts à ceux de leurs freres; s'ils mettoient un frein au despotisme du régime, ils n'en mettroient peut-être pas à l'indocilité des inférieurs : comme ils n'auroient que leur expérience personnelle pour les diriger dans leur travail, il leur arriveroit souvent de se tromper, de corriger un abus par un autre abus, de sacrifier un bien réel à un mieux chimérique, de passer le but ou de ne pas y atteindre; leur ouvrage n'auroit point la confiance de ceux pour qui il seroit fait; il seroit le vœu de quelques particuliers, mais il ne seroit point celui de la société qui doit l'adopter.

Je n'ignore pas cependant que ce

dernier moyen a été employé en beaucoup de réformes ; mais c'est peut-être parce qu'il a été employé, que ces réformes n'ont produit qu'un bien aussi foible que momentané. Les sociétés Monastiques n'ont pas dû porter long-temps un joug qu'elles ne s'étoient pas imposé à elles-mêmes, & elles ont dédaigné un ouvrage où elles n'avoient été ni appelées, ni entendues, & où rien n'avoit pu être combiné ni avec leurs forces ni avec leurs besoins.

Mais enfin, me direz vous, si vous refusez pour la réforme de nos Constitutions les Supérieurs & les simples Religieux, à qui prétendez-vous donc la confier ? A qui, mon Pere ? au Chapitre. Voila l'unique réformateur des Monasteres, que la raison avoue, & que le bien public demande. Le Chapitre représente la société entiere ; il ne peut donc avoir d'autres intérêts que ceux mêmes de la société, & rien ne peut lui être étranger de ce qui la regarde ; il n'est ni l'esclave ni l'ennemi du régime, &

& il ne peut vouloir ni l'oppression ni la licence des particuliers.

Ne craignez pas non plus qu'il se montre favorable au relâchement ; le relâchement utile a quelques particuliers du corps , nuit toujours au corps même ; il sera donc pros crit par une assemblée qui représente le corps , & qui ne peut vouloir que son bien ; & si vous considérez que cette assemblée joint à l'avantage d'une intention droite & que le poison de l'intérêt particulier n'a pu corrompre , l'avantage plus rare , plus précieux peut-être , de réunir au moyen des expériences combinées de tous ses membres ; le plus de lumière qu'il est possible , soit sur les différents objets de la régularité Monastique , soit sur les besoins particuliers du Corps qu'elle représente ; vous conviendrez aisément que c'est sur-tout d'elle qu'on doit attendre une législation sage , qui ferme toutes les plaies faites à la discipline , qui retranche ou prévienne tous les abus , qui sur-tout réunisse tous les suffrages.

Je dois au reste vous prévenir ,
D

mon Pere , que je n'entends point par Chapitre ces assemblées uniquement composées des membres du régime , & d'un très-petit nombre de simples Religieux choisis par lui , lâchement vendus à ses intérêts , & dont les délibérations ne sont ni libres ni précédées d'une suffisante discussion. Si c'est là un Chapitre , je déclare que ce n'est pas celui que j'ai prétendu louer , ni que je demande pour la réforme de nos Constitutions : il faut que celui-là soit très-nombreux , & qu'il représente véritablement le corps qu'il est destiné à représenter ; il faut que chaque Monastere y envoie un certain nombre de ses Religieux librement choisis parmi les Religieux les plus sages , les plus pieux , les plus respectables par leur âge & par leurs lumieres ; il faut que les suffrages y soient libres , que les matieres y soient publiquement discutées , & qu'il ne soit permis ni au régime , ni à une jeunesse imprudente d'y donner la loi. C'est à un pareil Chapitre qu'il appartient de nous réformer ; tout autre échoueroit dans une si sainte entreprise.

Ce Chapitre nommeroit un certain nombre de Religieux pour rédiger de nouvelles Constitutions , mais il les guideroit dans leur travail ; il discuteroit tous les points qu'ils auroient arrêtés , & feroit à leur ouvrage tous les changements , tous les retranchements , toutes les additions qui lui paroîtroient convenables.

La réforme des Constitutions une fois faite & approuvée par le Chapitre , seroit présentée d'un côté au Souverain Pontife pour en obtenir la confirmation , & de l'autre à la puissance séculière , pour être examinée & reçue suivant les formes prescrites par les Ordonnances. Si le Saint-Siege trouvoit les nouvelles Constitutions propres à rendre à l'Etat Monastique sa première gloire ; si les Magistrats n'y voyoient rien de contraire à l'ordre public & aux loix du royaume , la sanction civile & ecclésiastique leur seroit accordée , & c'est alors que la législation Monastique seroit , ce qu'elle auroit dû toujours être , fixe , publique , à portée de tous les esprits , combi-

née avec tous les besoins , également chere aux deux puissances , & propre à donner des héros à la religion , & au monde le spectacle des vertus les plus pures.

Tel est , mon Pere , le plan que je présume de voir être suivi par la Commission : je vous laisse à juger s'il blesse nos droits , & si le Souverain Pontife aura lieu de s'en plaindre. Ah ! s'il se plaint , c'est de nous , qui osons le soupçonner de condamner une œuvre aussi sainte que la réforme projetée ; car ces soupçons sont une injustice & un outrage. A Dieu ne plaise , disoit le Grand saint Léon , que nous nous opposions à la réforme des Monasteres ; nous ferons au contraire les premiers à exhorter les Religieux à retablir l'ordre & la discipline dans leurs Maisons ; le Souverain Pontife qui occupe aujourd'hui avec tant d'édification la chaire de saint Pierre , ne tient pas un autre langage ; il est bien éloigné de sacrifier à de vaines appréhensions , les vrais intérêts de l'Eglise ; & tout ce qui tend à former de bons Religieux

trouvera dans sa piété les plus grands encouragements.

Il ne me reste plus, mon Pere, qu'à dissiper la crainte où vous êtes, que la réforme des Constitutions n'introduise un schisme dangereux dans la plupart des Ordres Monastiques : permettez-moi d'abord de vous faire observer que le schisme est à la vérité le plus grand des maux pour un corps nécessaire & essentiellement un, tel que l'Eglise ; mais qu'il n'est pas également dangereux dans l'état Monastique ; que les séparations peuvent y être utiles ; qu'il est même des cas où l'intérêt de la régularité les exige : mille exemples viennent à l'appui de ce principe : les premiers Capucins avoient été Cordeliers, les premiers Carmes déchaussés avoient été de grands Carmes : & c'est de l'Eglise même qu'ils obtinrent la permission de se séparer de leurs frères, pour suivre avec plus de fidélité, la regle à laquelle ils s'étoient engagés.

J'observerai en second lieu, qu'il seroit peut-être à souhaiter, soit pour

le bien public , soit pour celui de l'état Monastique , que chaque Ordre Religieux eût dans chaque Nation un Général , & un Régime dont il dépendît uniquement : il est des temps où un Supérieur étranger peut être l'Ennemi de l'Etat ; & dans tous les temps , il paroît bien difficile qu'un seul homme gouverne avec sagesse une multitude de Religieux répandus dans trente Nations. Un Supérieur-général borné au gouvernement des Religieux de sa Nation , & résidant au milieu d'eux , auroit certainement plus de moyens pour les maintenir dans l'esprit de leur vocation : sa présence seule en feroit un très-puissant & très-efficace ; cette présence produiroit un autre avantage , qui seroit de mettre pour jamais la fidélité des Religieux hors de tout soupçon , puisqu'elle mettroit leur Chef sous les yeux & sous la main du gouvernement , & qu'on ne pouroit plus lui supposer , ni intérêts , ni engagements opposés à ceux du Royaume ; nos ennemis ne diroient plus que nous sommes

une Milice répandue dans tous les Etats , pour les asservir à une Puissance étrangere ; on auroit moins de prétextes pour nous rendre odieux , & nous aurions plus de secours pour nous garantir de l'indiscipline & du relâchement.

J'observerai en troisième lieu , que pour ce qui concerne les Ordres gouvernés par un Supérieur-général étranger , ou répandus hors du Royaume , il n'est ni possible , ni nécessaire , ni utile même que la réforme des Constitutions se fasse au nom de tout l'Ordreⁿ, représenté par un Chapitre Général : cette voie de réformation ne pouroit avoir lieu que par le concours d'une multitude de Volontés & de Puissances Souveraines , qu'on ne peut ni exiger , ni se flatter d'obtenir : d'ailleurs , chaque Nation a ses besoins , & leur caractère ne comporte pas toujours les mêmes remedes. Des changements utiles ou possibles chez des Religieux François ne le sont peut-être pas chez des Religieux Espagnols ; ce qui a des inconvénients dangereux chez

les uns, n'en a pas peut-être pas chez les autres ; il peut même arriver, vu la différence des climats & du caractère des Peuples, que ce qui est un abus dans les Monasteres de France, n'en soit pas un dans les Monasteres d'Espagne ou d'Italie : ce n'est donc pas à un Chapitre général que les Religieux d'une Nation doivent demander la réforme dont ils ont besoin ; quand même il seroit possible d'en obtenir la convocation pour un pareil objet, il n'est point à présumer que l'ouvrage de cette assemblée satisfît chaque Nation en particulier, & qu'il y fermât toutes les plaies faites à la discipline Monastique.

Il est si vrai que la réformation des Ordres Religieux doit être faite en détail dans chaque Nation, qu'elle ne s'est jamais faite autrement : les réformes ordonnées par nos Rois de la seconde race, ne regardoient que les Monasteres de leur empire ; celles qui parurent vers la fin du onzieme siecle, n'eurent pour objet que la France, & ce ne fut que peu-à-peu

& par adoption qu'elles pénétrèrent chez les autres Peuples. Les réformes du Mont-Cassin, de Saint-Vannès & de Saint-Maur, sont encore circonscrites dans les pays pour lesquels elles furent faites ; c'est sur les lieux mêmes, par des réglemens particuliers, & sans l'intervention du Régime que les Cordeliers Espagnols furent réformés dans le quinzième siècle ; que tous les Religieux François le furent au commencement du dix-huitième, & que les Jésuites l'auroient été de nos jours, si le Cardinal Saldagna eût eu le temps d'exécuter la commission qu'il en avoit reçue de Benoît XIV. En un mot, toutes les réformes ont été locales, particulières, nationales ; & je ne connois dans aucun Ordre aucun Chapitre général convoqué pour une réformation générale.

C'est donc dans des Chapitres nationaux que doit se faire la réforme des Constitutions des Ordres Religieux : je conviens que cette réforme ne sera point adoptée, du-moins dans le commencement, par les Na-

tions étrangères ; & que si elle l'est un jour , ce qui n'est ni impossible , ni sans exemple , elle ne le sera jamais qu'en partie ; mais on n'en doit pas conclure qu'il en résultera un schisme entre les Religieux François & les Religieux étrangers ; ce schisme n'eut point lieu lorsque les Religieux François furent réformés dans le dernier siècle par le Cardinal de la Rochefoucault ; quoique cette réforme eût introduit parmi eux plusieurs changements , qui ne furent point adoptés par les Religieux des autres nations ; les uns & les autres ne cessèrent point de se regarder comme frères , & comme membres du même corps ; & l'on n'apperçut parmi eux aucune apparence de trouble & de déchirement.

Cette tranquillité fut une suite de la forme même du gouvernement Monastique , qui rend les Ordres Religieux susceptibles de beaucoup de variétés dans les différentes parties qui les composent , sans que cette variété y cause le moindre trouble , ni porte la moindre atteinte aux

CONSTITUTIONS. 83

droits & à l'autorité du Régime. Ce gouvernement consiste à avoir un Chef , chargé de la police générale de l'Ordre , & devant qui doivent être portées en dernier ressort toutes les causes qui s'élèvent dans les Maisons particulières ; & à être ensuite partagé en plusieurs Provinces , qui , comme autant de petites Républiques , se gouvernent par leurs propres loix , & s'assemblent dans des temps marqués , soit pour l'élection des Supérieurs , soit pour s'occuper des différents objets de la discipline régulière ; ces Provinces sont composées d'un certain nombre de Maisons , qui sont toujours les mêmes , & de Religieux dont on ne peut les priver ; elles ont chacune leur Chef , leur Régime , leur Noviciat particulier , & sont entr'elles dans une entière indépendance les unes des autres : le Supérieur-général ne peut , ni changer , ni troubler leur gouvernement domestique ; il ne connoît des contestations qui s'y élèvent que par voie d'appel , & il n'exerce une autorité immédiate sur

les Religieux qui les composent , que dans des cas très-rare & expressément marqués par la loi.

S'il arrivoit donc que plusieurs de ces Provinces jugeassent devoir faire dans leur discipline intérieure & dans leur régime particulier , des changements favorables à la régularité & propres à prévenir les abus ; quand même ces changements ne seroient point adoptés par le reste de l'Ordre , il ne s'ensuivroit pas qu'elles eussent porté atteinte à l'autorité du Supérieur général , ni troublé l'harmonie qui doit régner entre les parties d'un même corps ; ces Provinces auroient usé de leur droit , & ne mériteroient que des éloges pour l'usage respectable qu'elles en auroient fait ; leur nouveau régime ne mettroit pas plus de trouble dans l'Ordre que leur régime ancien , & le Supérieur-général ne perdrait pas auprès d'elles un seul des droits attachés à sa place.

Je conviens que si de pareils changements tomboient sur des points essentiels de la règle , & qui forment

comme le caractère distinctif du Corps qui l'a adoptée , ils y pourroient produire un schisme & un déchirement : & qu'ainsi , si dans la la réforme des Constitutions qu'on se propose de faire en France , on ôtoit , par exemple , aux Chartreux le jeûne & la retraite , aux Recolets & aux Capucins l'obligation de vivre d'aumônes , aux Minimes celle de manger à l'huile , aux Mathurins celle de racheter les captifs , aux Chanoines réguliers celle de chanter l'Office , aux Jacobins le droit de pouvoir être appellés aux fonctions du ministère Ecclesiastique ; il seroit à craindre que ces Religieux ne devinssent étrangers aux Religieux du même Ordre répandus dans les autres Nations , & que la réforme ne fût une véritable séparation.

Je conviens encore que si la réforme donnoit aux Religieux François un autre Général que celui de tout l'Ordre , ou si elle le dépouilloit d'une partie considérable de son autorité , ce changement produiroit d'abord des plaintes & des murmures.

res, des inquiétudes & des divisions; les Religieux craindroient de ne plus appartenir au même Corps, s'ils n'a-voient plus le même Chef; & ce Corps paroîtroit moins stable & moins uni, si le Chef ne conservoit pas une autorité égale sur tous les Membres.

Mais, si cette même réforme ne touche ni à l'autorité essentielle du Supérieur-général, ni aux points principaux de la règle; si elle n'a pour objet que des choses communes à tous les Ordres ou qui n'en caractérisent aucun, tels que l'âge des vœux, la qualité des sujets qu'on doit admettre, les épreuves du noviciat, la forme de la profession, les études Monastiques, les élections, l'administration du temporel, la Conventualité, le code pénal, les translations dans d'autres Corps, &c. &c. on ne voit pas pourquoi ni comment une pareille réforme causeroit du trouble dans les Corps Religieux, & leur rendroit étrangers ceux d'entre leurs membres qui l'adopteroient. Nous ne devons point

aspirer à former des corps plus compacts , plus étroitement unis que les Monarchies : or les Provinces dont une Monarchie est composée , n'ont pour la plupart ni les mêmes loix , ni les mêmes coutumes , ni la même forme d'administration intérieure , & cette variété n'empêche ni le Monarque , qui les gouverne , d'exercer dans toutes un pouvoir égal , ni ceux qui les habitent d'être les sujets du même Souverain & les membres du même Empire.

Vous , qui craignez que des changements introduits parmi les Religieux François pour les rendre plus utiles ou plus réguliers , ne brisent les liens sacrés qui les unissent avec le reste de leurs freres ; jetez les yeux sur la variété prodigieuse que les loix Monastiques mêmes ont déjà établie , soit pour la discipline intérieure , soit pour le régime , entre des Religieux de la même Nation & appartenants au même Corps ; les Jacobins de la province Occitaine different en beaucoup de points des autres Jacobins ; ceux de la réforme.

de saint Antoine en different encore davantage , & ils n'en font pas moins réputés membres de l'Ordre des Frères Prêcheurs : il n'y a qu'un Général & un Régime pour les Recolets & pour les Cordeliers , pour les Mathurins réformés & pour ceux qui ne le sont pas , pour les Cisterciens de l'observance commune & pour ceux de l'étroite observance , pour les réformés de Cluni & pour les non-réformés du même Ordre ; ils appartiennent donc au même Corps : voyez cependant combien le genre de vie des uns ressemble peu à celui des autres ; combien il y a loin , par exemple , d'un Religieux de la Trappe à un Religieux des autres Maisons de Cîteaux.

Or , je vous le demande , mon Pere , si des différences si grandes & si marquées , entre des Religieux de la même Nation & du même Corps , ne les empêchent point de vivre en paix sous le même Chef & sous le même Régime , pourquoi voudriez-vous supposer que ces mêmes différences , lorsqu'elles ne feront que de

CONSTITUTIONS. 89

Nation à Nation , produiront dans les mêmes Corps des troubles & des séparations ? Qu'importe à un Supérieur général que ses Religieux suivent dans différents pays différents usages , pourvu qu'ils soient réguliers & édifiants , & que son autorité soit également respectée chez les uns & chez les autres ? Qu'importe à un Religieux Espagnol ou Allemand , que les Freres qu'il a en France different de lui en beaucoup de points , s'ils sont d'ailleurs fideles au principal objet de l'institution , & aux principales regles qu'elle prescrit ; s'ils sont soumis à l'autorité du Supérieur-général ; si le Peuple & les Evêques sont également satisfaits des services qu'ils rendent , & des bons exemples qu'ils donnent : ce Religieux se fera une gloire de les reconnoître pour ses freres , de les voir assis à ses côtés dans les Chapitres généraux , & d'entretenir avec eux une communication de suffrages & de prieres , seul germe de commerce & de liaison qu'il puisse y avoir

entre des Religieux de différentes Nations.

Mais si la réforme des constitutions monastiques ne doit produire ni schisme, ni division entre les Religieux François & les Religieux étrangers, elle produira encore moins cet effet dans l'intérieur du royaume, & je suis bien éloigné de partager vos alarmes sur ce sujet : dire que la réforme augmentera les divisions dont l'état monastique est déchiré en France, c'est prétendre que le trouble & la confusion doivent naître du sein même de l'ordre : les dissensions qui nous agitent ont leur source dans nos mauvaises loix ; des loix obscures, incertaines, pleines de contradictions, comme les nôtres, ont dû mettre toutes les passions en mouvement, & la sagesse même hors d'état de les contenir. Elles ont dû jeter des nuages sur tous les devoirs des Religieux, & encourager par là même les esprits indociles & factieux. Une législation sage est donc le premier secours que

CONSTITUTIONS. 21

nous devons invoquer dans nos malheurs ; de bonnes loix nous rendront la paix que nous avons perdue : car leur premier effet sera d'enchaîner l'inconstance , de contenir l'ambition , d'effrayer la méchanceté , de concilier tous les intérêts , de dissiper tous les doutes , de fixer tous les droits & toutes les obligations.

Je ne prétends pas faire entendre par ce que je viens de dire , que la réforme qu'on se propose de faire , réunira d'abord tous les esprits & tous les suffrages ; il n'est pas donné aux hommes de faire du bien sans éprouver des contradictions : toute entreprise qui tend à bannir le relâchement des Maisons religieuses , aura contre elle les cœurs corrompus & pervers ; il est des Religieux à qui les abus sont utiles , & ceux-là ne manqueront point de décrier l'ouvrage de la réformation : mais si les Supérieurs monastiques sont sages & attentifs ; s'ils temperent la douceur par la fermeté ; si le gouvernement vient à leur appui dans les moments

92 LETTRE SUR LES, &c.

difficiles, les murmures des Religieux discolos se dissiperont comme un vain nuage, leur nombre diminuera de jour en jour, & à une tempête foible & de peu de durée, succédera un calme profond & inaltérable.

F I N.

